

Vastleggingskredieten : 1.215.324,45 EUR;
Codificatie van het project : E CP 1 302000 1580 B,
Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 3.780 duizend EUR overgedragen van programma 01 van organisatieafdeling 34 naar programma 02 van organisatieafdeling 13.

Er worden vastleggingskredieten ten belope van 2.121 duizend EUR overgedragen van programma 01 van organisatieafdeling 34 naar programma 11 van organisatieafdeling 14.

Er worden vastleggingskredieten ten belope van 1.268 duizend EUR overgedragen van programma 01 van organisatieafdeling 34 naar programma 04 van organisatieafdeling 18.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van de programma's 01, 02, 04 en 11 van de organisatieafdelingen 13, 14, 18 en 34 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend euro)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluit		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
OA 13 73.03.02.	4.473	16.542	+ 3.780	-	8.253	16.542
OA 14 51.17.11.	0	2.462	+ 513	-	513	2.462
OA 14 73.06.11.	0	8.096	+ 1.608	-	1.608	8.096
OA 18 51.11.04.	0	4.138	+ 1.268	-	1.268	4.138
OA 34 01.01.01.	663.439	66.000	- 7.169	-	656.270	66.000

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Namen, 17 juni 2015.

P. MAGNETTE

M. PREVOT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203205]

23 JUIN 2015. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2010 introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation des semences de ces variétés

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.134, 1°, 2°, 4°, 8°, 9° et 10°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2010 introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation des semences de ces variétés, les articles 11, 21, 22, 28, 35 et 36;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 24 avril 2014, approuvée le 13 mai 2014;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, rédigé par la Direction de la Qualité le 16 avril 2015;

Vu l'avis 57.326/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 avril 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Variétés de conservation

Article 1^{er}. § 1^{er}. Une variété de conservation est inscrite au catalogue sur demande de la personne physique ou morale qui assure la sélection conservatrice de cette variété sur le territoire de la Région wallonne. La demande est adressée au Service, sous forme d'un dossier reprenant toutes les informations requises par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2010 introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation des semences de ces variétés, ci-après l'arrêté du Gouvernement. Les connaissances acquises sur la base de l'expérience pratique au cours de la culture, de la multiplication et de l'utilisation comprendront les informations permettant de retracer et de vérifier l'origine la plus ancienne connue des semences disponibles pour le maintien ou la production de semences de la variété. La demande est effective dès lors que le Service a réceptionné la redevance due au Fonds pour le dépôt de la demande d'inscription. La date de réception du paiement de la redevance constitue la date de référence de la demande.

§ 2. Le Service vérifie la maintenance effective de la variété de conservation, ainsi que sa conformité à la description proposée. La maintenance effective implique une culture de la variété sur le territoire de la Région wallonne dans le respect des règles de la sélection conservatrice recommandées pour l'espèce considérée et selon les modalités fixées à l'article 2.

§ 3. Le Service statue sur l'admission de la variété au catalogue dans un délai maximum de soixante jours après la date de référence de la demande. L'admission de la variété au catalogue est considérée comme acquise si le Service n'a pas statué sur la demande dans le délai prescrit. Le Service peut requérir l'avis de toute institution scientifique, de tout organisme actif dans la conservation de la biodiversité des espèces de plantes cultivées ou du Comité wallon pour

l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de légumes. Le refus de l'admission de la variété au catalogue est motivé auprès de la personne ayant introduit la demande. Une variété de conservation reste inscrite au catalogue aussi longtemps que la sélection conservatrice en est assurée, conformément à l'article 2, par au moins une personne responsable enregistrée auprès du Service et que des semences sont disponibles pour assurer la commercialisation de la variété.

§ 4. Lorsqu'une variété est inscrite comme variété de conservation au catalogue d'un pays voisin et que sa région d'origine a été étendue sur le territoire de la Région wallonne dans le cadre de l'accord visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement, cette variété est automatiquement inscrite au catalogue. La sélection conservatrice sur le territoire de la Région wallonne n'est pas requise si la variété est effectivement maintenue dans le pays voisin.

Art. 2. Les personnes qui assurent la sélection conservatrice d'une variété de conservation sur le territoire de la Région wallonne sont enregistrées comme telles par le Service, aux conditions financières établies par l'arrêté royal du 25 octobre 1991 fixant les rétributions dues pour le contrôle des semences et des plants agricoles et horticoles, ainsi que des rétributions dues du chef de l'exercice de certaines professions dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture.

Les personnes qui assurent la sélection conservatrice de variétés de conservation déclarent chaque année par écrit au Service, pour chacune des variétés concernées, le programme de sélection conservatrice en précisant la méthode appliquée, l'emplacement des parcelles, la superficie des parcelles, les quantités de semences produites et la destination des semences produites.

Le Service peut effectuer sur place et sans préavis tout contrôle jugé nécessaire en relation avec la sélection conservatrice et la disponibilité des semences pour leur mise sur le marché.

Art. 3. Le fournisseur de semences de variétés de conservation est enregistré auprès du Service.

Le Service autorise l'activité de fournisseur de semences de variétés de conservation après avoir constaté que le fournisseur dispose de locaux propres, secs, bien aérés et éclairés, dont les superficies sont en rapport avec les volumes envisagés de semences à produire. Le fournisseur dispose des facilités et de l'appareillage nécessaires en rapport avec le volume envisagé de semences à produire, ainsi que du matériel nécessaire pour le conditionnement et l'étiquetage de ces semences. Au moins une balance permettant la pesée des semences conditionnées avec une précision suffisante doit être présente. Le fournisseur identifie une personne physique responsable du processus de production.

L'autorisation est accordée pour un an et est tacitement renouvelée, pour autant que les conditions fixées restent remplies, que la production soit conforme à la législation et que le fournisseur remplisse ses obligations envers le Service. L'autorisation est révoquée par le Service lorsque les conditions ne sont plus remplies.

Art. 4. Le Service contrôle les installations du fournisseur au moins une fois par an.

Le fournisseur tient une comptabilité-matière de son activité et la soumet au Service à sa demande. Cette comptabilité comporte, par espèce et par variété de conservation, les renseignements suivants pour les semences à l'entrée :

- 1° la date d'entrée;
- 2° le nom de l'espèce et de la variété de conservation;
- 3° le numéro de référence du lot;
- 4° le numéro de l'échantillon analysé en application de l'article 12, § 2, de l'arrêté du Gouvernement;
- 5° la quantité;
- 6° toute remarque ou constatation pertinente.

Cette comptabilité comporte, par espèce et par variété de conservation, les renseignements suivants pour les semences à la sortie :

- 1° la date de sortie;
- 2° le nombre d'emballages par catégorie de poids;
- 3° la quantité totale;
- 4° le numéro de référence du fournisseur en lien avec le numéro de référence du lot entrant.

Art. 5. § 1^{er}. Au plus tard pour le 15 mai pour les cultures annuelles, le 15 septembre pour la première année d'une culture bisannuelle et le 15 mai pour la seconde année d'une culture bisannuelle, le fournisseur de semences de variétés de conservation communique au Service, selon les modalités déterminées par le Service, la localisation des parcelles de multiplication mises en place, ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne en charge du suivi de ces multiplications. Le Service a libre accès aux parcelles de multiplication. Le Service informe la personne responsable du suivi des multiplications, préalablement à sa visite.

§ 2. Le Service a libre accès au stock de semences récoltées, aux heures d'ouverture des installations du fournisseur. Le Service peut prélever tout échantillon qu'il juge nécessaire. Le contrôle effectué conformément à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement peut notamment servir à vérifier les conséquences pour la qualité des semences de constatations effectuées en champ ou peut être motivé par d'éventuels problèmes communiqués au Service ou constatés par le Service lors de l'utilisation des semences produites. Le fournisseur tient à la disposition du Service, pendant 2 ans au moins à compter depuis la date de clôture de l'analyse, un échantillon des lots de semences commercialisés et analysés en application de l'article 12, § 2, de l'arrêté du Gouvernement, ainsi que les résultats des analyses effectuées.

CHAPITRE II. — Variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières

Art. 6. § 1^{er}. Une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières est inscrite au catalogue sur demande d'une personne physique ou morale qui désire commercialiser cette variété sur le territoire de la Région wallonne. La demande est adressée au Service, sous forme d'un dossier reprenant toutes les informations requises par l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement. Les connaissances acquises sur la base de l'expérience pratique au cours de la culture, de la multiplication et de l'utilisation comprendront obligatoirement les informations permettant de retracer et de vérifier l'origine la plus ancienne connue des semences disponibles pour le maintien ou la production de semences de la variété. La demande est effective dès lors que le Service a réceptionné la redevance due au Fonds pour le dépôt de la demande d'inscription. La date de réception du paiement de la redevance constitue la date de référence de la demande. Le Service vérifie la disponibilité en semences ou la multiplication conforme à la description de la variété créée pour répondre à des conditions particulières sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Le Service statue sur l'admission de la variété au catalogue dans un délai maximum de soixante jours après la date de référence de la demande. L'admission de la variété est considérée comme acquise si le Service n'a pas statué sur la demande dans le délai prescrit. Le Service peut requérir l'avis de toute institution scientifique, de tout organisme actif dans la conservation de la biodiversité des espèces de plantes cultivées ou du Comité wallon pour l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de légumes. Le refus de l'admission de la variété au catalogue est motivé auprès de la personne ayant introduit la demande.

§ 3. Le Service peut retirer du catalogue une variété créée pour répondre à des conditions de culture particulières s'il constate que cette variété n'est plus disponible, pendant trois années successives au moins, chez aucun fournisseur enregistré et n'est plus maintenue, à disposition des personnes souhaitant cultiver la variété pour la production de légumes, dans aucune collection connue du Service.

Art. 7. Les articles 3 et 4 sont d'application pour l'exercice de l'activité de fournisseur de variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières.

Art. 8. Sur demande du Service, le fournisseur de semences de variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières communique au Service la localisation des parcelles de multiplication mises en place, ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne en charge du suivi de ces multiplications. Le Service a libre accès aux parcelles de multiplication. Le Service informe la personne responsable du suivi des multiplications, préalablement à sa visite. L'article 5, § 2, est d'application pour le contrôle des semences des variétés créées pour répondre à des conditions de culture particulières.

Namur, le 23 juin 2015.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203205]

23. JUNI 2015 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2010 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, Artikel D.134 Ziffern 1, 2, 4, 8, 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2010 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten, Artikel 11, 21, 22, 28, 35 und 36;

Aufgrund der am 13. Mai 2014 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde vom 24. April 2014;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts der Direktion der Qualität vom 16. April 2015 über die Auswirkung des Entwurfs auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer;

Aufgrund des am 20. April 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.326/4 des Staatsrats,

Beschließt:

KAPITEL I — Erhaltungsorten

Artikel 1 - § 1. Eine Erhaltungssorte wird auf Antrag der natürlichen oder juristischen Person, die die Erhaltungszüchtung dieser Sorte auf dem Gebiet der Wallonischen Region gewährleistet, in den Katalog eingetragen. Der Antrag wird bei der Dienststelle in Form einer Akte mit allen Informationen eingereicht, die kraft Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2010 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten, nachstehend "Regierungserlass" genannt, verlangt werden. Die aufgrund praktischer Erfahrungen bei Anbau, Vermehrung und Nutzung gewonnenen Erkenntnisse umfassen die Informationen zur Rückverfolgung und Dokumentierung des ältesten bekannten Ursprungs für das Saatgut, das zur Erhaltung oder Erzeugung von Saatgut der Sorte zur Verfügung steht. Der Antrag wird effektiv, sobald die Dienststelle die Gebühr, die dem Fonds für den Antrag auf Eintragung zu entrichten ist, eingetrieben hat. Das Datum, an dem die Gebühr eingetrieben wird, gilt als Bezugsdatum für den Antrag.

§ 2. Die Dienststelle prüft die effektive Erhaltung der Erhaltungssorte sowie ihre Übereinstimmung mit der vorgeschlagenen Beschreibung nach. Die effektive Erhaltung setzt voraus, dass die Sorte auf dem Gebiet der Wallonischen Region nach den für die betroffene Art empfohlenen Regeln der Erhaltungszüchtung und gemäß den in Artikel 2 festgelegten Modalitäten angebaut wird.

§ 3. Die Dienststelle entscheidet spätestens innerhalb von sechzig Tagen nach dem Bezugsdatum des Antrags über die Aufnahme der Sorte in den Katalog. Hat die Dienststelle nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist über den Antrag entschieden, wird davon ausgegangen, dass die Sorte in den Katalog aufgenommen wird. Die Dienststelle kann jedes wissenschaftliche Institut, jede im Bereich der Erhaltung der biologischen Vielfalt der angebauten Pflanzenarten tätige Einrichtung oder den wallonischen Ausschuss für die Ausarbeitung des Katalogs der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und des Katalogs der Sorten von Gemüsearten zur Begutachtung heranziehen. Die Gründe für die Ablehnung der Aufnahme der Sorte in den Katalog werden dem Antragsteller mitgeteilt. Eine Erhaltungssorte bleibt im Katalog eingetragen, solange deren Erhaltungszüchtung gemäß Artikel 2 von mindestens einer bei der Dienststelle eingetragenen verantwortlichen Person gewährleistet wird und Saatgut zur Verfügung steht, um das Inverkehrbringen der Sorte sicherzustellen.

§ 4. Ist eine Sorte als Erhaltungssorte im Katalog eines Nachbarlandes eingetragen und wurde ihre Ursprungsregion im Rahmen des in Artikel 9 des Regierungserlasses genannten Einvernehmens auf das Gebiet der Wallonischen Region ausgedehnt, so wird diese Sorte automatisch in den Katalog eingetragen. Die Erhaltungszüchtung auf dem Gebiet der Wallonischen Region ist nicht erforderlich, wenn die Sorte im Nachbarland effektiv erhalten wird.

Art. 2 - Die Personen, die die Erhaltungszüchtung einer Erhaltungssorte auf dem Gebiet der Wallonischen Region gewährleisten, werden als solche von der Dienststelle eingetragen, und dies unter den durch den Königlichen Erlass vom 25. Oktober 1991 zur Festlegung der Vergütungen, die für die Kontrolle der in der Landwirtschaft und im Gartenbau benutzten Samen und Pflänzlinge, sowie für die Ausübung bestimmter Berufe in der Land- und Forstwirtschaft sowie im Gartenbau geschuldet werden, festgelegten finanziellen Bedingungen.

Die Personen, die die Erhaltungszüchtung der Erhaltungssorten gewährleisten, teilen der Dienststelle jedes Jahr für jede der betreffenden Sorten das Programm der Erhaltungszucht mit Angabe des angewandten Verfahrens, des Standorts und der Oberfläche der Parzellen, der erzeugten Saatgutmengen und der Bestimmung des erzeugten Saatguts schriftlich mit.

Die Dienststelle kann vor Ort und ohne Voranmeldung jede Kontrolle durchführen, die sie in Bezug auf die Erhaltungszüchtung und die Verfügbarkeit des Saatguts zwecks dessen Inverkehrbringens für notwendig hält.

Art. 3 - Der Lieferant von Saatgut der Erhaltungssorten wird bei der Dienststelle eingetragen.

Die Dienststelle genehmigt die Tätigkeit eines Lieferanten von Saatgut der Erhaltungssorten, nachdem sie festgestellt hat, dass der Lieferant über Räumlichkeiten verfügt, die sauber, trocken, gut belüftet und beleuchtet sind und deren Flächen den geplanten Mengen des zu erzeugenden Saatguts entsprechen. Der Lieferant verfügt über die angesichts der zu erzeugenden Saatgutmenge notwendigen Vorrichtungen und Geräte sowie über das notwendige Material zur Verpackung und Kennzeichnung dieses Saatguts. Es muss zumindest eine Waage vorhanden sein, die das Wiegen des verpackten Saatguts mit ausreichender Genauigkeit ermöglicht. Der Lieferant bezeichnet eine natürliche Person, die für den Erzeugungsprozess verantwortlich ist.

Die Genehmigung wird für ein Jahr gewährt und wird stillschweigend erneuert, sofern die festgelegten Bedingungen erfüllt bleiben, die Erzeugung der Gesetzgebung entspricht und der Lieferant seinen Verpflichtungen der Dienststelle gegenüber nachkommt. Die Genehmigung wird von der Dienststelle widerrufen, wenn die Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.

Art. 4 - Die Dienststelle prüft mindestens einmal im Jahr die Anlagen des Lieferanten.

Der Lieferant führt eine Materialbuchhaltung seiner Tätigkeit und legt sie der Dienststelle auf ihren Antrag hin vor. Diese Buchhaltung umfasst, je nach Erhaltungsart und Sorte, die folgenden Angaben zum eingehenden Saatgut:

- 1° Eingangsdatum;
- 2° Namen der Erhaltungsart und Sorte;
- 3° Kennnummer der Partie;
- 4° Nummer der analysierten Probe in Anwendung von Artikel 12 § 2 des Regierungserlasses;
- 5° Menge;
- 6° jede zweckmäßige Bemerkung oder Feststellung.

Diese Buchhaltung umfasst, je nach Erhaltungsart und Sorte, die folgenden Angaben zum ausgehenden Saatgut:

- 1° Ausgangsdatum;
- 2° Anzahl Packungen pro Gewichtskategorie;
- 3° Gesamtmenge;
- 4° Kennnummer des Lieferanten im Zusammenhang mit der Kennnummer der eingehenden Partie.

Art. 5 - § 1. Bis zum 15. Mai spätestens für die jährlichen Kulturen, bis zum 15. September spätestens für das erste Jahr und bis zum 15. Mai spätestens für das zweite Jahr einer zweijährigen Kultur teilt der Lieferant von Saatgut der Erhaltungssorten der Dienststelle nach den von ihr festgelegten Modalitäten den Standort der zur Vermehrung eingesetzten Parzellen sowie die Identität und die Kontaktdaten der mit der Aufsicht über diese Vermehrungen beauftragten Person mit. Die Dienststelle hat freien Zugang zu den Vermehrungspartellen. Die Dienststelle benachrichtigt die mit der Aufsicht über die Vermehrungen beauftragte Person, bevor sie sich an Ort und Stelle begibt.

§ 2. Die Dienststelle hat zu den Öffnungszeiten der Anlagen des Lieferanten freien Zugang zum geernteten Saatgutbestand. Die Dienststelle kann jede Probe entnehmen, die sie für nötig hält. Die gemäß Artikel 19 des Regierungserlasses durchgeführte Nachkontrolle kann insbesondere dazu dienen, die Auswirkungen von auf dem Feld festgestellten Gegebenheiten auf die Qualität des Saatguts zu prüfen oder durch eventuelle Probleme beim Einsatz des erzeugten Saatguts, die der Dienststelle mitgeteilt oder von der Dienststelle festgestellt wurden, veranlasst werden. Der Lieferant stellt der Dienststelle während mindestens 2 Jahren ab dem Abschlussdatum der Analyse eine Probe der in Anwendung von Artikel 12 § 2 des Regierungserlasses in Verkehr gebrachten und analysierten Saatgutpartien sowie die Ergebnisse der durchgeführten Analysen zur Verfügung.

KAPITEL II — Für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorten

Art. 6 - § 1. Eine für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte wird auf Antrag einer natürlichen oder juristischen Person, die diese Sorte auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Verkehr bringen möchte, in den Katalog eingetragen. Der Antrag wird bei der Dienststelle in Form einer Akte eingereicht, die alle durch Artikel 25 des Regierungserlasses verlangten Informationen enthält. Die aufgrund praktischer Erfahrungen bei Anbau, Vermehrung und Nutzung gewonnenen Erkenntnisse umfassen unbedingt die Informationen zur Rückverfolgung und Dokumentierung des ältesten bekannten Ursprungs für das Saatgut, das zur Erhaltung oder Erzeugung von Saatgut der Sorte zur Verfügung steht. Der Antrag wird effektiv, sobald die Dienststelle die Gebühr, die dem Fonds für den Antrag auf Eintragung zu entrichten ist, eingetrieben hat. Das Datum, an dem die Gebühr eingetrieben wird, gilt als Bezugsdatum für den Antrag. Die Dienststelle prüft die Verfügbarkeit des Saatguts oder die Übereinstimmung der Vermehrung mit der Beschreibung der für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorte auf dem Gebiet der Wallonischen Region nach.

§ 2. Die Dienststelle entscheidet spätestens innerhalb von sechzig Tagen nach dem Bezugsdatum des Antrags über die Aufnahme der Sorte in den Katalog. Hat die Dienststelle nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist über den Antrag entschieden, wird davon ausgegangen, dass die Sorte aufgenommen wird. Die Dienststelle kann jedes wissenschaftliche Institut, jede im Bereich der Erhaltung der biologischen Vielfalt der angebauten Pflanzenarten tätige Einrichtung oder den wallonischen Ausschuss für die Ausarbeitung des Katalogs der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und des Katalogs der Sorten von Gemüsearten zur Begutachtung heranziehen. Die Gründe für die Ablehnung der Aufnahme der Sorte in den Katalog werden dem Antragsteller mitgeteilt.

§ 3. Die Dienststelle kann eine für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtete Sorte aus dem Katalog entfernen, wenn sie feststellt, dass diese Sorte während mindestens drei aufeinanderfolgender Jahren bei keinem eingetragenen Lieferanten mehr erhältlich ist und den Personen, die die Sorte zur Gemüseerzeugung anbauen möchten, aus keiner von der Dienststelle bekannten Sammlung mehr zur Verfügung steht.

Art. 7 - Artikel 3 und 4 sind auf die Ausübung der Tätigkeit eines Lieferanten von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten anwendbar.

Art. 8 - Auf Antrag der Dienststelle teilt der Lieferant des Saatguts von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten der Dienststelle den Standort der zur Vermehrung eingesetzten Parzellen sowie die Identität und die Kontaktdaten der mit der Aufsicht über diese Vermehrungen beauftragten Person mit. Die Dienststelle hat freien Zugang zu den Vermehrungsparzellen. Die Dienststelle benachrichtigt die mit der Aufsicht über die Vermehrungen beauftragte Person, bevor sie sich an Ort und Stelle begibt. Artikel 5 § 2 ist auf die Prüfung des Saatguts von für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchteten Sorten anwendbar.

Namur, den 23. Juni 2015

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203205]

23 JUNI 2015. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2010 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteelt worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten

De Minister van Landbouw,

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikel D.134, 1^o, 2^o, 4^o, 8^o, 9^o en 10^o;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2010 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteelt worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten, artikelen 11, 21, 22, 28, 35 en 36;

Gelet op het overleg gepleegd op 24 april 2014 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid, goedgekeurd op 13 mei 2014;

Gelet op het evaluatierapport betreffende de weerslag van het project, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties van september 2015 en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, opgemaakt door de Directie Kwaliteit op 16 april 2015;

Gelet op het advies 57.326/4 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Instandhoudingsrassen*

Artikel 1. § 1. Een instandhoudingsras wordt in de catalogus opgenomen op aanvraag van de natuurlijke of rechtspersoon die instaat voor de instandhoudingsselectie van dat ras op het grondgebied van het Waalse Gewest. De aanvraag wordt aan de Dienst gericht in de vorm van een dossier met alle gegevens vereist bij artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2010 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteelt worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten, hierna het besluit van de Regering. De kennis opgedaan op basis van praktische ervaring tijdens de teelt, de vermeerdering en het gebruik omvat de gegevens waarmee de gekende oudste oorsprong van het beschikbare zaad getraceerd en geverifieerd kan worden voor de instandhouding of de productie van het ras. De aanvraag is effectief zodra de Dienst de voor de indiening van de inschrijvingsaanvraag aan het Fonds te storten bijdrage in ontvangst genomen heeft. De datum van ontvangst van de betaling van de bijdrage geldt als referentiedatum van de aanvraag.

§ 2. De Dienst gaat na of het instandhoudingsras daadwerkelijk gehandhaafd wordt en of het aan de voorgestelde beschrijving beantwoordt. De effectieve handhaving impliceert de teelt van het ras op het grondgebied van het Waalse Gewest, met inachtneming van de regels van de instandhoudingsselectie aanbevolen voor bedoeld ras en volgens de modaliteiten die in artikel 2 vastliggen.

§ 3. De Dienst beslist over de toelating van het ras tot de catalogus binnen een termijn van maximum zestig dagen volgend op de referentiedatum van de aanvraag. De toelating van het ras tot de catalogus wordt geacht te zijn verworven als de Dienst niet binnen de voorgeschreven termijn over de aanvraag heeft beslist. De Dienst kan verzoeken om het advies van elke wetenschappelijke instelling, van elk orgaan actief in de instandhouding van de biodiversiteit van gekweekte plantenrassen of van het « Comité wallon pour l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de légumes » (Waals Comité voor de vaststelling van de catalogus van de rassen van landbouwgewassen). De weigering van toelating van het ras tot de catalogus wordt met redenen omkleed aan de indiener van de aanvraag gericht. Een instandhoudingsras blijft in de catalogus opgenomen zolang de instandhoudingsselectie overeenkomstig artikel 2 waargenomen wordt door minstens één bij de Dienst geregistreerde verantwoordelijke persoon en zolang zaad beschikbaar is voor de commercialisering van het ras.

§ 4. Wanneer een ras als instandhoudingsras opgenomen is in de catalogus van een buurland en de streek van oorsprong ervan zich tot op het grondgebied van het Waalse Gewest uitstrekt in het kader van de overeenkomst bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Regering, wordt dat ras automatisch in de catalogus opgenomen. De instandhoudingsselectie op het grondgebied van het Waalse Gewest wordt niet vereist als het ras daadwerkelijk gehandhaafd wordt in het buurland.

Art. 2. De personen die instaan voor de instandhoudingsselectie van een ras op het grondgebied van het Waalse Gewest worden als dusdanig door de Dienst geregistreerd onder de financiële voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1991 houdende vaststelling van de vergoedingen, verschuldigd voor de keuring van zaaizaad en pootgoed voor land- en tuinbouw, alsmede van de vergoedingen verschuldigd voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de land-, tuin- en bosbouw.

De personen belast met de instandhoudingsselectie van instandhoudingsrassen leggen jaarlijks voor elk van de betrokken rassen het instandhoudingsprogramma schriftelijk aan de Dienst voor en vermelden daarbij de toegepaste methode, de ligging en de oppervlakte van de percelen, de hoeveelheden geproduceerd zaad en de bestemming hiervan.

De Dienst kan ter plaatse en zonder voorafgaande kennisgeving elke nodig geachte controle voeren i.v.m. de instandhoudingsselectie en de beschikbaarheid van het zaad met het oog op de commercialisering ervan.

Art. 3. De leverancier van zaad van instandhoudingsrassen is bij de Dienst geregistreerd.

De Dienst geeft de leverancier van zaad van instandhoudingsrassen toestemming om zijn activiteit uit te oefenen na te hebben vastgesteld dat hij beschikt over reine, droge, goed verluchte en verlichte lokalen waarvan de oppervlakte strookt met de zaadvolumes die hij overweegt te produceren. De leverancier beschikt over de nodige middelen en apparatuur m.b.t. het zaadvolume dat hij overweegt te produceren, alsook over het nodige materiaal voor de verpakking en de etikettering van het zaad. Er is minstens één weegschaal voorhanden zodat het verpakte zaad met voldoende precisie gewogen kan worden. De leverancier wijst een natuurlijke persoon aan die verantwoordelijk is voor het productieproces.

De toestemming wordt verleend voor één jaar en is stilzwijgend hernieuwbaar voor zover de gestelde voorwaarden vervuld blijven, de productie conform de wetgeving is en de leverancier zijn verplichtingen jegens de Dienst nakomt. De toestemming wordt door de Dienst ingetrokken als de voorwaarden niet meer vervuld zijn.

Art. 4. De Dienst controleert de installaties van de leverancier minstens één keer per jaar.

De leverancier houdt een voorraadboekhouding van zijn activiteit die hij op verzoek aan de Dienst voorlegt. Die boekhouding vermeldt, per soort en per instandhoudingsras, de volgende gegevens over het zaad bij de ingang :

1° de ingangsdatum;

2° de naam van het soort en van het instandhoudingsras;

3° het referentienummer van de partij;

4° het nummer van het monster dat geanalyseerd werd overeenkomstig artikel 12, § 2, van het besluit van de Regering;

5° de hoeveelheid;

6° elke relevante bemerking of vaststelling.

Die boekhouding vermeldt, per soort en per instandhoudingsras, de volgende gegevens over het zaad bij de uitgang :

1° de uitgangsdatum;

2° het aantal verpakkingen per gewichtscategorie;

3° de totale hoeveelheid;

4° het referentienummer van de leverancier in verband met het referentienummer van de uitgaande partij.

Art. 5. § 1. Uiterlijk 15 mei voor de jaarlijkse teelten, 15 september voor het eerste jaar van een tweejarige teelt en 15 mei voor het tweede jaar van een tweejarige teelt geeft de leverancier van zaad van instandhoudingsrassen de Dienst volgens de modaliteiten die hij bepaalt kennis van de ligging van de aangelegde vermeerderingspercelen alsook van de identiteit en de persoonsgegevens van de persoon belast met de opvolging van die vermeerderingen. De Dienst heeft vrije toegang tot de vermeerderingspercelen. Voor zijn bezoek verwittigt de Dienst de persoon belast met de opvolging van de vermeerderingen.

§ 2. De Dienst heeft tijdens de openingsuren van de installaties van de leverancier vrije toegang tot de voorraad geoogst zaad. De Dienst kan elk monster nemen dat hij nodig acht. De overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Regering gevoerde controle kan ondermeer dienen om de gevolgen van ter plaatse verrichte vaststellingen voor de kwaliteit van het zaad na te gaan of kan vereist worden door eventuele problemen meegedeeld aan de Dienst of vastgesteld door de Dienst bij het gebruik van het geproduceerde zaad. De leverancier legt de Dienst gedurende minstens 2 jaar, met ingang op de datum van afsluiting van de analyse, een monster ter beschikking van de in de handel gebrachte partijen zaad geanalyseerd overeenkomstig artikel 12, § 2, van het besluit van de Regering, en geeft hem kennis van de uitslagen van de verrichte analyses.

HOOFDSTUK II. — *Rassen gecreëerd om bijzondere teeltvoorwaarden te vervullen*

Art. 6. § 1. Een ras gecreëerd om bijzondere teeltvoorwaarden te vervullen wordt in de catalogus opgenomen op aanvraag van een natuurlijke of rechtspersoon die dat ras in de handel wil brengen op het grondgebied van het Waalse Gewest. De aanvraag wordt aan de Dienst gericht in de vorm van een dossier met alle gegevens vereist bij artikel 25 van het besluit van de Regering. De kennis opgedaan op basis van praktische ervaring tijdens de teelt, de vermeerdering en het gebruik omvat de gegevens waarmee de gekende oudste oorsprong van het beschikbare zaad getraceerd en geverifieerd kan worden voor de instandhouding of de productie van het zaad van het ras. De aanvraag is effectief zodra de Dienst de voor de indiening van de inschrijvingsaanvraag aan het Fonds te storten bijdrage in ontvangst genomen heeft. De datum van ontvangst van de betaling van de bijdrage geldt als referentiedatum van de aanvraag. De Dienst verifieert de beschikbaarheid aan zaad of gaat na of de vermeerdering conform is de omschrijving van het gecreëerde ras om bijzondere voorwaarden te vervullen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. De Dienst beslist over de toelating van het ras tot de catalogus binnen een termijn van maximum zestig dagen volgend op de referentiedatum van de aanvraag. De toelating van het ras wordt geacht te zijn verworven als de Dienst niet binnen de voorgeschreven termijn over de aanvraag heeft beslist. De Dienst kan verzoeken om het advies van elke wetenschappelijke instelling, van elk orgaan actief in de instandhouding van de biodiversiteit van gekweekte plantenrassen of van het « Comité wallon pour l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de légumes ». De weigering van toelating van het ras tot de catalogus wordt met redenen omkleed aan de indiener van de aanvraag gericht.

§ 3. De Dienst kan een ras dat is gecreëerd om bijzondere voorwaarden te vervullen uit de catalogus halen als hij vaststelt dat bedoeld ras minstens drie opeenvolgende jaren bij geen enkele geregistreerde leverancier meer beschikbaar is en in geen enkele van de Dienst gekende collectie meer ter beschikking gesteld wordt van personen die het ras wensen te kweken voor de productie van groenten.

Art. 7. De artikelen 3 en 4 zijn van toepassing op de uitoefening van de activiteit van leverancier van rassen gecreëerd om bijzondere teeltvoorwaarden te vervullen.

Art. 8. Op verzoek van de Dienst geeft de leverancier van rassen die gecreëerd worden om bijzondere teeltvoorwaarden te vervullen hem kennis van de ligging van de aangelegde vermeerderingspercelen alsook van de identiteit en de persoonsgegevens van de persoon belast met de opvolging van de vermeerderingen. De Dienst heeft vrije toegang tot de vermeerderingspercelen. Voor zijn bezoek verwittigt de Dienst de persoon belast met de opvolging van de vermeerderingen. Artikel 5, § 2, is van toepassing bij de controle op het zaad van de rassen gecreëerd om bijzondere teeltvoorwaarden te vervullen.

Namen, 23 juni 2015.

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203216]

23 JUIN 2015. — Arrêté ministériel remplaçant l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D. 4 et article D.134, 9^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, l'article 10, § 4;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 22 janvier 2015, approuvée le 16 février 2015;

Vu l'avis 57.324/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 avril 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive d'exécution 2014/105/UE de la Commission du 4 décembre 2014 modifiant les Directives 2003/90/CE et 2003/91/CE établissant des modalités d'application des articles 7 des Directives du Conseil 2002/53/CE et 2002/55/CE en ce qui concerne les caractères minimaux à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés d'espèces de plantes agricoles et de légumes.

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 3. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté s'applique aux essais en cours au moment de son entrée en vigueur.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Namur, le 23 juin 2015.

R. COLLIN

ANNEXE 1^{re}

Liste des espèces qui doivent être conformes aux protocoles d'examen de l'OCVV

Plantes agricoles

Nom scientifique	Nom commun	Protocole de l'OCVV
<i>Festuca filiformis</i> Pourr.	Fétuque ovine à feuilles menues	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Festuca ovina</i> L.	Fétuque ovine	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Festuca rubra</i> L.	Fétuque rouge	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Festuca trachyphylla</i> (Hack.) Krajina	Fétuque ovine durette	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	Ray-grass italien	TP 4/1 du 23.6.2011
<i>Lolium perenne</i> L.	Ray-grass anglais	TP 4/1 du 23.6.2011
<i>Lolium × boucheanum</i> Kunth	Ray-grass intermédiaire	TP 4/1 du 23.6.2011
<i>Pisum sativum</i> L.	Pois fourrager	TP 7/2 du 11.3.2010
<i>Brassica napus</i> L.	Colza	TP 36/2 du 16.11.2011
<i>Cannabis sativa</i> L.	Chanvre	TP 276/1 du 28.11.2012
<i>Helianthus annuus</i> L.	Tournesol	TP 81/1 du 31.10.2002
<i>Linum usitatissimum</i> L.	Lin textile/lin oléagineux	TP 57/2 du 19.3.2014
<i>Avena nuda</i> L.	Avoine nue	TP 20/1 du 6.11.2003
<i>Avena sativa</i> L. (y compris <i>A. byzantina</i> K. Koch)	Avoine cultivée et avoine byzantine	TP 20/1 du 6.11.2003
<i>Hordeum vulgare</i> L.	Orge	TP 19/3 du 21.3.2012
<i>Oryza sativa</i> L.	Riz	TP 16/2 du 21.3.2012